

République Algérienne Démocratique et Populaire
Centre de recherche en Anthropologie Sociale et culturelle

Rapport final de la Journée d'étude du 31 octobre 2001

" Quel développement durable pour l'Algérie ?

Contribution à un débat. "

1. Une rencontre aux objectifs multiples.

1.1 Une information qui ciblait des acteurs diversifiés.

1.2 Une participation à la hauteur des attentes.

1.3 Principales orientations du débat.

2. Déroulement des différents ateliers et les recommandations.

2.1 Atelier N° 1. la ville dans le développement durable.

2.1.1 La formation et la mise en œuvre de programmes d'intervention.

2.1.2 Les problèmes de développement durable liés à la croissance urbaine.

2.1.3 Les problèmes de gouvernance dans les milieux urbains.

2.2 Atelier N°2: La dégradation des milieux naturels et le développement durable.

2.2.1 Caractéristiques fondamentales des différents milieux.

2.2.2 État actuel des connaissances de ces milieux et les grandes lacunes.

2.2.3 Les principaux axes qui méritent d'être développés en vue de projet de recherche.

2.3 Atelier 3: Santé, population et environnement.

2.3.1 En ce qui concerne l'état des lieux

2.3.2 Les stratégies et instruments d'intervention

CONCLUSION

ANNEXE 1: Programme de la journée d'étude

ANNEXE 2: Synthèse élaborée à partir des fiches pédagogiques MOST/SOLAGRAL

ANNEXE 3: Liste des invites à la journée d'étude du 31.10.2001

ANNEXE 4: Liste des participants à la journée d'étude du 31.10.2001

ANNEXE 5: Liste des participants aux différents ateliers

1. Une rencontre aux objectifs multiples.

C'est sous le titre «*Quel développement durable pour l'Algérie? contribution à un débat*» que le CRASC (Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle) d'Oran a organisé une journée d'étude la Mercredi 31 octobre. Cette journée a été organisée avec le soutien de l'Unesco dans le cadre du programme MOST (Gestion des Transformations Sociales), et la contribution de l'APC d'Oran. Les objectifs de la journée ont été clairement définis : Une contribution aux débats national et international sur la mondialisation et le développement durable. Clarifier à travers les débats, les questions du développement durable en Algérie.

Le développement durable a été abordé sur les points suivants : sa conception, les instruments et les acteurs.

Cette rencontre avait pour objectifs :

- Comprendre, anticiper et débattre d'un sujet qui s'impose à la réflexion depuis la déclaration de Rio en 1992.
- S'inscrire dans la logique du développement durable conformément aux principes dégagés par la Déclaration et où l'homme est au centre des préoccupations, dans le respect des générations présentes et futures.
- Aborder les thèmes du développement durable qui se rattachent aux aspects économiques, social éducatif et scientifique.
- Suivre et engager des processus d'information relatifs aux problèmes de l'environnement, de la gouvernance et de la gestion.
- Redéfinir les mécanismes de production et de consommation dans l'esprit d'un développement attentif aux mesures de protection de l'environnement.

A cet effet une large information a été faite dans le cadre de la préparation de cette journée envers de nombreux acteurs.

1.1 Une information qui ciblait des acteurs diversifiés.

Les principaux thèmes retenus pour les débats nécessitaient la participation d'acteurs diversifiés. Les appels ont été faits envers la communauté scientifique locale avec les nombreuses disciplines les plus concernées par ces thèmes : sociologues, démographes, géographes, économistes, architectes, aménageurs, associations, décideurs, collectivités locales et médias. Quelques directions centrales de ministères ont été invitées: comme le ministère de l'intérieur et des collectivités locales, le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement...

Au total une centaine d'invitation a été lancée. Cette période préparatoire a duré plus de 3 mois.

Le programme définitif a été arrêté au cours du dernier mois après confirmation des participations. Ce qui a permis d'organiser la journée autour de conférences dans la matinée et d'ateliers dans l'après midi.

1.2 Une participation à la hauteur des attentes.

C'est à la suite de la confirmation des participations que le programme définitif de la journée a été arrêté. La participation a été à la hauteur des attentes des organisateurs vu la diversité de la composante: des représentants de différentes directions centrales, des universitaires de disciplines variées, des bureaux d'études, des décideurs locaux.

Les conférences prévues dans la matinée répondaient à cette attente et couvraient les différents aspects qui devaient alimenter les débats.

1.3 Principales orientations du débat.

Le débat a été orienté selon trois grands axes majeurs du développement durable: les dimensions sociopolitiques, écologique et environnementale et économique du développement durable.

La journée s'est déroulée comme prévu en deux sessions. La matinée a été consacrée à des communications. La première, celle de la directrice du centre Mme Remaoun a été axée sur la présentation des objectifs de cette journée et une information plus approfondie sur le programme MOST, pour lequel, il faut le rappeler, le CRASC est le point focal. Le programme a été évoqué avec ses principaux objectifs et ses liens avec les programmes de l'Unesco.

La deuxième communication a été présentée par M. S. Gueneau, économiste, membre d'un bureau d'étude associatif Solagral de Montpellier. Il a été le rédacteur

final des douze fiches pédagogiques sur la mondialisation et le développement durable commandées par le programme Most de l'Unesco. Ces fiches ont pour objectif une vulgarisation du concept de développement durable et ses implications dans le cadre de la mondialisation sur les différents aspects sociaux, politique, économique et de gouvernance.

M. Tabet Aouel, expert en développement durable, membre de l'ARCE (Association pour la Recherche sur le Climat et l'Environnement) a présenté une communication sur la problématique de développement durable et sa mise en œuvre en Algérie. Il a axé sa communication sur le capital naturel, dans toute sa diversité, les processus socioculturels et les implications environnementales.

La communication de M.R. Baba Ahmed, de l'INRF Institut National de Recherche Forestière) El Kala, a porté sur le développement durable et la gestion des milieux naturels en Algérie. Il a surtout insisté sur l'exemple des zones humides.

Une communication attendue en début de matinée n'a pas été présentée, celle de M. Si Youcef Directeur Général de l'Environnement à Alger. Elle devait porter sur la politique générale de l'environnement en Algérie.

L'après-midi, les travaux se sont déroulés en trois ateliers: la ville dans le développement durable, la dégradation des milieux naturels et le développement durable, santé population et environnement.

Les recommandations de ces ateliers ont été présentées en fin de journée en plénière. Ces différentes recommandations ont été orientées vers les différents axes et projets de recherche qui pourraient être développés dans le cadre du programme Most pour chacun des grands thèmes traités.

2. Déroulement des différents ateliers et les recommandations.

Il a été rappelé à tous les participants la particularité des projets du programme Most: production de connaissances sur les transformations sociales, contribuer à renforcer des liens durables entre les milieux scientifiques et les responsables politiques et de mettre en valeur la pertinence des recherches en sciences sociales pour l'élaboration des politiques. Cette recherche vise essentiellement à renforcer l'infrastructure scientifique et à assurer la formation de jeunes chercheurs, relative aux théories, méthodes et techniques de recherche les plus avancées, ainsi qu'à la conception et l'évaluation des politiques.

De même que des orientations ont été données pour les suites attendues de cette journée: cristalliser des équipes pluridisciplinaires qui pourraient aboutir à la proposition de projets communs autour des grands thèmes retenus. Le premier échéancier à préparer ensemble est l'organisation d'un séminaire au cours de l'année 2002 sur un thème dans le prolongement de cette journée. Les recommandations des différents ateliers allaient dans ce sens.

2.1 Atelier N° 1. la ville dans le développement durable.

En introduction de cet atelier, des éléments d'information, sur l'évolution qui a marqué les dix dernières années, ont été présentés. Ils ont insisté sur la transition des concepts de «*développement soutenable*», «*avenir commun*», «*la conscience internationale*» à la dimension écologique et environnementale du développement durable, amendée pour la ville par les bilans des rencontres («*Habitat II*» en 1996 à Istanbul et à l'ONU en 2001 à New York).

Les points forts du débat sont résumés dans ce qui suit :

- La spécificité locale relative aux conditions de production du cadre bâti qui a donné lieu au concept de «*gouvernance adaptée*».
- Les changements au niveau mondial, des pratiques des acteurs de l'urbanisme, de l'habitat et des transports.
- Des nouvelles approches issues du courant écologique qui met en exergue les notions de coévolution, de ressources épuisables et renouvelables à travers notamment les dimensions économiques et sociales.

Les recommandations finales ont été scindées en trois points forts.

2.1.1 La formation et la mise en œuvre de programmes d'intervention.

- Reconnaisant le besoin d'intermédiaires pour jouer un rôle représentatif entre décideurs et administrés, définir quels critères retenir dans le cadre de la formation d'animateurs. Ils sont à considérer comme des personnes relais pour identifier l'attente des citoyens, prendre en charge et guider les pratiques de participation et d'application des programmes d'intervention urbaine.
- Opter, pour la formation, à des accords inter-maghrébins de façon à enrichir mutuellement les expériences respectives.
- Identifier et inventorier les formes participatives existantes et relatives aux différents aspects et programmes d'intervention urbaine (construction, rénovation, restauration..). Cette action implique une réflexion sur la stabilité des institutions et les méthodes à adopter pour associer les citoyens à des projets concrets.
- Engager une recherche sur les réalisations en cours qui à titre expérimental, sont concernées par les opérations pilotes de réhabilitation des grands ensembles, financées par la Banque mondiale. Elle permettra d'évaluer les résultats, de quantifier les coûts et d'élaborer les conditions de faisabilité.
- Clarifier et ordonner les mécanismes de mise en œuvre des programmes de construction rassemblant les compétences de maîtrise d'œuvre, d'ouvrage et de réalisation des projets.

2.1.2 Les problèmes de développement durable liés à la croissance urbaine.

- Définir la relation ville /campagne en axant l'observation sur les modalités d'extension urbaine et d'occupation des sols. Ceci en privilégiant les approches systémiques dans le but de renouveler les instruments d'analyse.
- Axer la réflexion sur le concept de vocation de la ville en vue d'élaborer des diagnostics à partir de la réalité pour étayer l'utilité des thèmes à retenir dans le cadre de la recherche action.
- Produire des concepts propres à nos contextes culturels et environnementaux. Cette élaboration permettra d'éviter l'utilisation passive d'opinions et de représentations issues notamment des savoirs culturels, technologiques et techniques des pays développés.

2.1.3 Les problèmes de gouvernance dans les milieux urbains.

- Identifier les signes de la pauvreté et évaluer ses impacts en terme de processus de dégradation du milieu urbain.
- Repérer les facteurs de blocage et les dysfonctionnements en matière de service public tels que les transports en communs, l'évacuation des déchets, l'assainissement, la distribution d'eau potable.
- Engager la réflexion sur les procédés de mise en place d'une politique de prévention, entretien, maintenance et gestion des composantes de l'espace urbain. Elle permettra de dégager les moyens à assurer pour maintenir un équilibre à partir de la décentralisation et de la répartition des services.

2.2 Atelier N°2: La dégradation des milieux naturels et le développement durable.

L'atelier a regroupé 10 personnes pendant toute l'après-midi. Un débat très large a été ouvert autour de cette thématique. Les différents grands milieux naturels du pays ont fait l'objet d'observations et de remarque par différents intervenants ayant travaillé sur ces milieux ou intéressés par leur étude. Le temps imparti pour cet atelier n'a pas pu nous permettre d'aborder l'ensemble des milieux, ni évoquer tous les éléments qui leur sont liés. Malgré cela les différents milieux naturels qui semblent présenter un intérêt certain sont : les milieux steppiques, les milieux montagneux, les milieux côtiers et les milieux humides.

Aucune hiérarchisation n'a été proposée, ni une priorité donnée, mais des éléments communs à ces milieux ont été retenus.

2.2.1 Caractéristiques fondamentales des différents milieux.

Ces éléments qui caractérisent fondamentalement ces milieux montrent les similitudes et les nuances dans ces milieux et font ressortir leurs caractères fondamentaux : leur sensibilité et leur fragilité.

- Chacun des ces milieux occupe des superficies importantes dans les pays, sans que les superficies exactes ne soient bien définies, encore moins cadastrées.
- Tous ces milieux sont caractérisés par leur fragilité naturelle, leurs sensibilités.
- Ils sont tous soumis à des pressions humaines trop importantes par rapport à leurs potentiels réels.
- Les systèmes de gestion, de conservation, de valorisation et d'exploitation sont, de manière générale, inadaptés.
- Les conséquences souvent observées dans ces milieux sont des perturbations, des surexploitations, voire des dégradations parfois irréversibles.

2.2.2 État actuel des connaissances de ces milieux et les grandes lacunes.

Chaque milieu présente des spécificités particulières, quelles soient naturelles ou anthropiques. La connaissance de ces milieux a fait l'objet depuis longtemps de nombreuses études de toute nature (rapports de bureaux d'étude, études universitaires, schémas d'aménagement, textes réglementaires...). De nombreuses disciplines se sont penchées sur ces milieux. Les structures et les dynamiques naturelles de ces milieux ont été identifiées par ces différentes disciplines.

Mais les aspects liés à la connaissance de la gestion et l'exploitation de ces milieux restent imparfaits, surtout au vu des transformations profondes, rapides et multidimensionnelles de ces milieux.

Les aspects réglementaires, mêmes s'ils sont nombreux, variés et relativement évolutifs présentent des contradictions, des lacunes et se situent parfois en dehors de toute opérationnalité. En effet les stratégies poursuivies ne peuvent se réaliser en l'absence d'un soutien matériel et financier, mais la solution première est d'abord réglementaire.

2.2.3 Les principaux axes qui méritent d'être développés en vue de projet de recherche.

Les axes de réflexion et de recherche qui semblent se dégager des débats actuels sur ces milieux peuvent être scindés en quelques points importants. Une première série serait plus orientée vers les aspects humains et les transformations sociales en cours et prévisibles, la seconde serait axée sur la structure et la dynamique naturelle de ces milieux.

- Une meilleure connaissance des systèmes de gestion des ces milieux, en particulier les causes des défaillances des ces gestions. Ces causes

seraient à rechercher chez les différents acteurs (exploitants, associations, gestionnaires, élus, décideurs locaux ou centraux). Il semble qu'il y ait un manque de circulation de l'information entre ces différents acteurs. Comment peut-on les pousser à créer un dialogue? Comment les faire travailler dans un objectif commun?

- Cet axe devrait passer par la réflexion pour la mise en place d'une stratégie et une politique globale pour ces milieux. Quelle recherche pour aider les décideurs à définir cette stratégie, qui serait basée sur une réflexion globale qui seront concrétisées dans des actions locales?
- Les aspects de recherche sur la formation et la qualification des acteurs impliqués dans l'exploitation et la gestion de ces milieux semblent importants. Il y aurait un savoir et un savoir-faire ancestral de communautés en voie de disparition qu'il faudrait identifier pour les préserver ou les réhabiliter tenant compte des transformations sociales actuelles et avenir.
- Cette recherche pourrait être axée sur la connaissance des groupes sociaux, les différents acteurs civils et institutionnels et leurs logiques. Ce qui permettrait d'identifier les contradictions d'objectifs, de démarche, de freins de stratégies, ainsi que les moyens humains et matériels aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif.
- Faire le point sur les démarches adoptées par les structures centrales pour la définition de stratégies et de plans nationaux de développement en particulier pour les aspects environnementaux : Comment sont élaborés et produits ces rapports ? Quelle est la place des scientifiques et du mouvement associatif dans cette étape ? Quel est le poids de l'encadrement et de la formation pour mener à bien ces projets de développement ?

La connaissance de la structure et de la dynamique des milieux naturels spécifiques relèvent des sciences de la nature et de la terre. Ces connaissances qui doivent être mises à jour régulièrement, doivent être basées sur des approches méthodologiques appropriées pour un meilleur suivi ou monitoring de ces espaces. Ce sont les composantes essentielles de ces milieux qui doivent faire l'objet de projets de recherche, pour une évaluation régulière des richesses de ces milieux et de leurs évolutions progressives ou régressives. Les aspects cadastraux sont les éléments de base qui font le plus défaut dans ces milieux. Enfin des aspects encore mal connus doivent être investis, les passifs environnementaux et l'avenir des ces milieux.

2.3 Atelier 3: Santé, population et environnement

L'atelier s'est penché sur l'explicitation de la problématique des interrelations entre santé, population et environnement pour le contexte algérien dans une perspective de mondialisation.

A ces fins, cette question a été abordée en deux volets:

- l'un portant sur l'établissement d'un état des lieux en terme de relations entre variables et indicateurs relatifs à la santé, la population et l'environnement au niveau de l'Algérie,
- l'autre concernant la ou les stratégies, ainsi que les instruments d'intervention en matière de développement durable dans le contexte de la mondialisation.

Le débat et la discussion qui se sont déroulés lors de cet atelier ont permis de cerner un certain nombre de problèmes et de les énumérer comme suit :

2.3.1 En ce qui concerne l'état des lieux :

Certains problèmes démographiques (mauvaise répartition de la population, migration vers les grands centres urbains déjà saturés, populations occupant des zones rurales manquant de ressources) aggravent les risques sur la santé des populations et sur l'environnement.

La situation de crise économique et multidimensionnelle durant la dernière décennie a été à l'origine de la dégradation du niveau de vie et de la paupérisation d'importantes couches sociales (y compris une majeure partie des couches dites moyennes).

Limitations induites par l'organisation sociopolitique en terme de non association, pendant longtemps, de la population à la prise en charge de façon organisée des problèmes de santé (prévention) et de leurs répercussions sur l'environnement.

La non insertion des couches sociales vulnérables (deshéritées) dans le processus de développement a constitué un facteur de risque aggravant des problèmes de santé et d'environnement.

Le passage à l'économie de marché et le processus de libéralisation de l'économie tel qu'il a été enclenché a fragilisé l'état et ses instruments de régulation d'où une aggravation de la misère et de la pauvreté.

La précarité de l'habitat et du cadre de vie d'une frange importante de la population, en milieux urbain et rural ont été des facteurs de morbidité, induisant des comportements faisant peu de cas des questions de santé et de préservation de l'environnement.

Insuffisance en quantité et en qualité de l'offre en produits alimentaires.

Retour et élargissement du champs de propagation des maladies (MTH) liées au problème de l'eau (rareté, qualité).

Recrudescence des maladies liées au problème de la pollution de l'air autour des grands pôles industriels et dans les grands centres urbains.

Aggravation des risques induits par une utilisation non rationnelle des fertilisants et pesticides touchant une proportion non négligeable des activités agricoles et la vie des populations rurales.

L'effet de serre lié au rétrécissement de la couche d'ozone a eu pour conséquence l'augmentation des cas de cancer en Algérie (7% de plus, source OMS).

En raison des défaillances du système de santé, la gestion de ce secteur a privilégié de fait l'aspect curatif au détriment de l'aspect préventif, d'où accès de plus en plus difficile à la santé, pour des populations vulnérables (soins et médicaments), surtout après le désengagement de l'état.

2.3.2 Les stratégies et instruments d'intervention,

Un certain nombre d'orientations se sont dégagées et se présentent de la façon suivante:

Les conditions critiques d'un développement durable de la santé en relation avec la nécessité d'une préservation soutenue de l'environnement, impliquent l'intégration des principes suivants :

- Globaliser l'acte solidaire à l'échelle internationale pour la prise en charge de la médecine préventive dans le cadre du droit à la santé.**
- La bonne gouvernance dans le secteur de la santé à l'échelle nationale dans le respect du principe d'équité.**
- L'introduction du système de management environnemental au sein des entreprises.**
- La régionalisation des stratégies de santé et de population pour une prise en compte des réalités locales.**
- Nécessité d'une approche multisectorielle des problèmes de santé.**
- Accès aux nouvelles technologies en rapport avec la santé.**
- Renforcement du système d'anticipation et de prévention en matière de santé.**
- La sauvegarde de la qualité de l'environnement en agissant sur les sources de pollution et de contamination.**
- Mise en place de systèmes de surveillance et d'alerte environnementale en milieu urbain.**

- Valorisation des ressources humaines dans le domaine de la santé en agissant sur les systèmes éducatif et culturel.

CONCLUSION

En conclusion, il est permis d'affirmer que la substance dégagée des travaux de cette journée d'étude ayant donné lieu à des articles de presse, constitue effectivement une contribution aux débats national et international sur la mondialisation et le développement durable. Cela peut aisément se lire à travers :

- L'importance des thèmes abordés et qui sont d'une brûlante actualité, car plaçant l'homme au cœur des préoccupations selon la logique globalisante du développement durable. Elles renvoient au respect du principe d'équité et de préservation harmonieuse des intérêts fondamentaux des générations présentes et futures dans l'esprit d'une évolution attentive aux mesures de protection de l'environnement.

- La qualité et la diversité des participants et intervenants par rapport aux questions traitées, aux objectifs assignés à la rencontre et aux répercussions que celle-ci ne manquera pas d'engendrer en terme d'affinement de la vision des grands problèmes sociétaux et humains vécus, dans une approche de développement durable. A ce sujet, la présence du Secrétaire Général de la Commission Nationale UNESCO – Algérie, ainsi que celle du Chef de la Daira d'Es-Sénia et de la Vice Présidente de la Commune d'ORAN, a constitué un moment fort dans le déroulement de la rencontre. L'information relative à la mise en place, au CRASC d'une cellule de traduction du Français vers l'arabe des fiches pédagogiques « mondialisation et développement durable » a été accueilli avec beaucoup d'intérêt.

Les perspectives qui se sont dessinées en prolongement de cette rencontre vont se traduire par la poursuite du débat autour d'une part d'un espace essentiel cristallisant l'ensemble des aspects de la problématique du développement durable dans une perspective de mondialisation à travers l'organisation d'un colloque fin 2002 avec le soutien souhaité de l'UNESCO sur « la ville et la gestion des risques », d'autre part, dans le cadre de la recherche, du lancement de trois projets sur :

- Le développement durable et la gestion des milieux naturels en zones humides.
- Les projets urbains et la participation des citoyens.
- L'extension urbaine, formes et évaluations des impacts.

Dans le cadre du Programme MOST, lors de la rencontre régionale tenue à Tunis les 04 et 05 Octobre 2001, il a été décidé l'organisation de la prochaine réunion régionale à ORAN, au CRASC (point focal Algérie du programme MOST) en Mars – Avril 2002 en vue de l'élaboration d'un programme de recherche commun.

Les conclusions de la journée d'information pourront servir de base de travail à la rencontre régionale.

ANNEXE 1

Programme de la journée d'étude

Le Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle

(CRASC)

Organise

Avec le soutien de

L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

(UNESCO)

Dans le cadre du programme

Gestion des Transformations Sociales (MOST)

Une journée d'étude

*Quel développement durable pour l'Algérie ?
Contribution à un débat*

Le 31 Octobre 2001

Avec la contribution de l'APC

Programme

Matinée : 9h30 - 13h00

Conférences et débats

Nouria Remaoun (Directrice du CRASC)

Présentation des objectifs généraux de cette journée et information sur le programme MOST

Mohamed Si Youcef (Directeur Général de l'Environnement - Alger)

Politique générale de l'environnement en Algérie

Stéphane Gueneau (Economiste, UNESCO MOST - Montpellier)

Présentation des fiches pédagogiques MOST

Mahi Tabet Aouel (Expert en développement durable - Association pour la recherche sur le climat et l'environnement - ARCE - Oran)

Problématique de développement durable et sa mise en oeuvre

Capital naturel et processus socioculturel

Rafik Baba Ahmed (Institut National de la Recherche Forestière - Alger / Annaba)

Développement durable et gestion des milieux naturels. Exemple des zones humides.

Débat général

Après-midi : 14h30 - 17h00

Travaux en Ateliers

Atelier 1 : La ville dans le développement durable

Animé par Ammara Bekkouche (architecte - USTO, CRASC)

Abdelkrim Benamar (architecte - USTO, CRASC)

Atelier 2 : La dégradation des milieux naturels et le développement durable

Animé par Abdelaziz Kouti (Géographe - Université d'Oran, CRASC)

El Ayach Hamdi (Géographe - WEEC, Oran)

Atelier 3 : Santé, population et environnement

Animé par Mohamed Benouazzani (socio-démographe - Université d'Oran – CRASC)

Boualem Hamaz (socio-démographe - Université d'Oran)

Séance plénière : Présentation des recommandations et des orientations de recherche

Objectifs de la rencontre

- **Contributions aux débats national et international sur la mondialisation et le développement durable**
- **Clarifier à travers les débats, les questions du développement durable en Algérie**

Axes développés

- Dimension socio-politique :

- **Développement durable et processus de choix politique**
- **Développement durable et cohésion sociale**
- **Développement durable et équité**

- Dimension écologie et environnementale

- **Besoin humain et choix économiques**
- **Capital naturel et processus socioculturels**

- Dimension économique et développementale

- **Développement durable et choix technologique**
- **Développement durable et échanges économiques**

Siège : Cité BAHI Amar, Bloc A n°1 Es-Sénia – ORAN
Adresse : B.P. 1955 ORAN – EL-M'NAOUER 31000 ALGERIE
TEL: 213 (41) 41-97-83 / 213 (41) 41-05-88
FAX: 213 (41) 41-97-82
TELEX: 21 865
E-mail: crasc@crasc.org
<http://www.crasc.org>

ANNEXE 2

Synthèse élaborée à partir des fiches pédagogiques MOST/SOLAGRAL

MONDIALISATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE. QUELLES INSTANCES DE REGULATION

CONSTATS ET EFFETS	OBJECTIFS ET REFLEXIONS	SYNTHESES ET SUGGESTIONS
1.A. La mondialisation inégale : Accroissement des problèmes environnementaux et de la dégradation des milieux naturels.	- Recherche de solutions équitables aux problèmes d'environnement dus à la disparité riches / pauvres.	- Interdiction de commercialiser des produits dangereux ou des espèces menacées.
1.B. Représentations et courants de pensée : Dangers des modèles de développement des pays du nord.	- Questionnements sur les mécanismes financiers, les courants de pensée pour définir la mise en œuvre d'un développement durable	- Synergie visant à concilier actes économiques et dimension écologique. - Valeur de la qualité de l'environnement à partir du concept de rareté.
2.A. Le concept de développement durable : Confrontation entre les dualités économie / écologie et croissance / durabilité.	- Champ de réflexion donnant les dimensions du concept et leur composantes d'ethnicité, équité, démocratie, droit humain, désarmement et paix.	- Satisfaire les besoins essentiels des Pays en développement. - Engendrer du bien être et le transmettre.
2.B. Les indicateurs du développement durable : Limites des indicateurs de revenu et comptabilité environnementale	- Remise en question de la mesure quantitative de comparaison (PIB) introduisant de nouveaux indicateurs tels que taux d'alphabétisation, espérance de vie à la naissance...	- Remplacer l'indicateur PIB par l'IDH (indicateur du développement humain).
3.A. Les instruments des politiques nationales de l'environnement : Notion de bien commun et de dommage irréversible.	- Corriger les défaillances des marchés par des mesures réglementaires et d'économie incitative. - Qui doit gérer les biens communs ?	- Agir selon le principe de précaution en cas d'incertitude. - Nécessité de l'existence d'une démocratie et de son respect.
3.B. Les instruments d'une politique internationale de l'environnement : Rapidité des processus, foisonnement de textes et difficultés d'application.	- Le droit à l'environnement équivaut au droit de l'homme. - Obstacles à la mise en œuvre du droit international de l'environnement (inégalités économiques, conflits d'autorité...)	- Pour des négociations équitables, dégager des consensus de définition précise des règles.
4.A. Acteurs et institutions du développement durable : Complexification des rapports entre états, organisations internationales, ONG, entreprises.	- Idée de création d'une organisation mondiale de l'environnement.	- Intégration du secteur privé et de la société civile. - Passage d'une position de contestataires à une position

		proactive des ONG.
4.B. Instruments de régulation et jeu des acteurs. Le cas du climat : Responsabilité des pays riches, risques climatiques et effets sur la santé.	- Inquiétude et alarmisme pour convaincre les milieux politiques et économiques.	- Recherche de nouvelles alliances pour réduire les émissions de gaz nocifs.
5.A. Commerce international et environnement. Des relations contradictoires ? : Conflit d'intérêts entre les partisans du libre-échange et les écologistes.	- Réflexion sur la relation entre commerce, croissance et développement durable. - Notion de dumping écologique	- Tirer les leçons de l'aggravation de la pauvreté et de la dette.
5.B. L'OMC et l'environnement : Les grands points de débat.	- Les compétences environnementales de l'OMC. - Processus et méthodes de production. -Notion de propriété intellectuelle.	- Principe de non discrimination entre les membres. - Réduction des mesures protectionnistes et interdiction du dumping.
6.A. Coopération pour le développement durable. L'enjeu financier Nord-Sud : L'impasse des défauts de mécanismes financiers.	- Un nouvel enjeu de coopération internationale. - Le financement du développement durable.	- Recherche de solution pour l'allègement de la dette à travers le rôle des ONG.
6.B. Régulation des investissements et développement durable : Les risques des investissements à l'étranger.	- Rapport entre aide privé / aide publique.	- Projet d'accord multilatéral sur l'investissement.

ANNEXE 3

LISTE DES INVITES A LA JOURNEE D'ETUDE DU 31/10/2001

« QUEL DEVELOPPEMENT DURABLE EN ALGERIE ? »

Contribution à un débat

1. Le Président de l'APC d'ORAN
2. Le Chef de Daira d'ORAN
3. Le Président de l'APC d'ES-SENIA (Maire)
4. Le Wali de la wilaya d'ORAN
5. Le Président de l'APW (Assemblée Populaire de Wilaya) d'ORAN
6. Le Directeur du CNTS (Centre National de Recherche des Techniques Spatiales) – ARZEW
7. Le Directeur Général de l'ANDRS (Agence Nationale de Développement de la Recherche en Santé)

8. **Le Recteur de l'Université d'ORAN – ES-SENIA**
9. **Le Recteur de l'Université des Sciences et Technologies d'ORAN – USTO**
10. **Le Chef de Daira d'ES-SENIA**
11. **Le Directeur de l'Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technologique – ENSET**
12. **Le Doyen de la Faculté des Sciences Sociales Université d'ORAN – ES-SENIA**
13. **Le Doyen de la Faculté de Droit, Université d'ORAN – ES-SENIA**
14. **Le Doyen de la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion, Université d'ORAN – ES-SENIA**
15. **Le Président du Conseil Scientifique de la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion, Université d'ORAN – ES-SENIA**
16. **Le Chef de Daira d'ORAN**
17. **Le Chef de Daira de Bir el Djir**
18. **Le Chef de Daira d'ES-SENIA**
19. **Le Chef de Daira d'ARZEW**
20. **Mme. YACINE Rachida : Vice Présidente de la commune d'Oran**
21. **M. SEBBAGH : Directeur de l'INSFP d'Oran**
22. **Le Directeur du CPA Agence Hai Essalem - ORAN**
23. **M. HADDAB Mustapha : Professeur en Philosophie – Université d'Alger, Président du Conseil Scientifique du CRASC**
24. **M. BERCHICHE : Secrétaire Général de la Commission Nationale UNESCO - ALGER**
25. **M. DJAMAI Mohamed : Président du Conseil d'Orientation du CRASC chargé d'Etat au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique – ALGER**
26. **M. LOUNI Abdelhamid : Direction de la Coopération Multilatérale – MESRS – ALGER**
27. **M. SENOUCI Mohamed (IHFR – ALGER)**
28. **M. MEBTOUL Mohamed (IAP), Directeur de Laboratoire Anthropologie de la Santé**
29. **M. KHEROUA Omar, Professeur de Biologie – Université d'ORAN – ES-SENIA**
30. **M. BOUTIBA Zitouni : Doyen de la Faculté de Biologie – Université d'ORAN – ES-SENIA**
31. **M. BOUZIANI, Epidémiologue à l'Institut des Sciences Médicales d'ORAN (INESM)**
32. **M. HAMAZ Boualem : Universitaire - ORAN**
33. **M. ARAB Izerrouken Directeur de l'UGP (Unité de Gestion Programme CRASC Union Européenne chargées de l'appui aux Associations Algériennes du Développement) - ORAN**
34. **Mme. KEDDAR Khadidja Coordinatrice à l'UGP (Unité de Gestion Programme CRASC Union Européenne chargées de l'appui aux Associations Algériennes du Développement) - ORAN**
35. **M. BAKHTAOUI Mohamed : Cadre à SONATRACH**
36. **M. KASSOULI : Chef de Services Etrangers du CPA Hai Essalem – ORAN**

37. Mme. BENZAADI Aicha : Directrice du CEM d'ES-SENIA
38. Mme. RITE : Directrice de l'INSFP – ES-SENIA
39. M. HAMMOUMI Ahmed : Universitaire - ORAN
40. Mme. SENOUCI Zoubida : Universitaire - ORAN
41. M. le Directeur de S.E.M.I.M.E. – ORAN –
42. M. le Directeur du journal le Quotidien d'ORAN
43. M. le Représentant du Quotidien Régional (La voix de l'Oranie)
44. M. le Représentant du Quotidien National (l'expression)

ANNEXE 4

LISTE DES PARTICIPANTS A LA JOURNEE D'ETUDE DU 31/10/2001

« QUEL DEVELOPPEMENT DURABLE EN ALGERIE ? »

Contribution à un débat

1. Mme. REMAOUN, Directrice du CRASC
2. M. BERCHICHE, Secrétaire Général de la Commission Nationale UNESCO - ALGER
3. Le Doyen de la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion, Université d'ORAN – ES-SENIA
4. Le Président du Conseil Scientifique de la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion, Université d'ORAN – ES-SENIA
5. Le Chef de Daira d'ES-SENIA
6. Mme. YACINE Rachida, Vice Présidente de la commune d'Oran
7. M. SEBBAGH, Directeur de l'INSFP d'Oran
8. M. HAMMAZ Boualem, Universitaire - ORAN
9. M. ARAB Izerrouken, Directeur de l'UGP (Unité de Gestion Programme CRASC Union Européenne chargé de l'appui aux Associations Algériennes du Développement) - ORAN
10. Mme. KEDDAR Khadidja, Coordinatrice à l'UGP (Unité de Gestion Programme CRASC Union Européenne chargé de l'appui aux Associations Algériennes du Développement) - ORAN
11. M. HAMMOUMI Ahmed, Universitaire - ORAN
12. Mme. SENOUCI Zoubida, Universitaire - ORAN
13. Mme. BEKKOUCHE Ammara, Chercheur CRASC
14. M. BENAMAR Abdelkrim, Chercheur CRASC
15. M. DERRAS Omar, Chercheur CRASC
16. M. KEDAH Wessal, Universitaire USTORAN
17. Mme. REMAOUN Malika, Chercheur CRASC
18. Mme. TAHRAOUI Fatéma, Institut de Géographie et Aménagement du territoire – Université d'ORAN
19. M. GHOMARI Mohamed, Chercheur CRASC

20. M. MESSAHEL Abdellah, Chercheur CRASC – Agence Foncière d’ORAN
21. M. MOUSSAOUI Abderrahmane, Universitaire Aix-En-Provence – FRANCE
22. M. HAMDI Mohamed, West Engineering Environnement Consult
23. M. KOUTI Abdelaziz, Institut de Géographie et Aménagement du Territoire – Université d’ORAN
24. M. BABA AHMED Rafik, Institut National de Recherche Forestière – ANNABA
25. M. BELLAL Sid Ahmed, Géographe à l’Université d’ORAN – ES-SENIA, Chercheur CRASC
26. Mme. BENAMAR Aïcha, Chercheur CRASC
27. M. GUENEAU Stéphane, SOLAGRAL – Montpellier – FRANCE
28. M. HADEID Mohamed, Géographe à l’Université d’ORAN – ES-SENIA, Chercheur CRASC
29. M. HAMOUDI Mohamed, Institut de Géographie et Aménagement du Territoire – Université d’ORAN
30. M. BENOUAZZANI Mohamed, Chef du Département des Services Scientifique et Technique – CRASC
31. Mme. BOUFENIK Fatma, Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion, Université d’ORAN – ES-SENIA
32. Pr. BOUZIANE Mohamed, Faculté de Médecine – Université d’ORAN
33. M. KADDOUR BENABBAD Kada, Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion, Université d’ORAN – ES-SENIA
34. M. TABET AOUEL Mahi, Association pour la Recherche sur le Climat et l’Environnement
35. M. le Représentant du Quotidien National (Quotidien d’ORAN)
36. M. le Représentant du Quotidien Régional (La voix de l’Oranie)
37. M. le Représentant du Quotidien National (l’expression)

ANNEXE 5

Liste des participants aux différents ateliers.

Atelier 1. Animé par BEKKOUCHE Ammara et BENAMAR Abdelkrim

Nom et Prénom	Qualité Organisme
BEKKOUCHE Ammara	CRASC – Université des Sciences et Technologie d’ORAN (USTO)
DERRAS Omar	Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC)
KEDAH Wessal	USTO
REMAOUN Malika	CRASC
TAHRAOUI Fatéma	Institut de Géographie et Aménagement

	de territoire (IGAT) – CRASC
GHOMARI Mohamed	CRASC – USTO
REMAOUN – BENGHABRIT Nouria	CRASC
MESSAHEL Abdellah	CRASC
SENOUCI Zoubida	CRASC
BENAMAR Abdelkrim	CRASC – USTO
MOUSSAOUI Abderrahmane	USTO

Atelier 2. Animé par HAMDI Mohamed et KOUTI Abdelaziz

Nom et Prénom	Qualité Organisme
BABA AHMED Rafik	Institut National de Recherche Forestière (INRF)
BELLAL Sid Ahmed	Institut de Géographie et d'Aménagement du Territoire (IGAT)
BENAMAR Aïcha	CRASC
BERCHICHE Tahar	UNESCO
GUENEAU Stéphane	UNESCO / SOLAGRAL
HADEID Mohamed	IGAT
HAMDI Mohamed	West Engeneering Environement Consult (WEEC)
HAMOUDI A	WEEC
KEDDAR Khadidja	CRASC
KOUTI Abdelaziz	IGAT
SENOUCI Zoubida	CRASC

Atelier 3. Animé par BENOUAZZANI Mohamed et HAMAZ Boualem

Nom et Prénom	Qualité Organisme
----------------------	--------------------------

BENOUAZZANI Mohamed	CRASC
BOUFENIK Fatma	Faculté des Sciences Economiques
Pr. BOUZIANE Mohamed	Institut des Sciences Médicales (INESM) – ORAN
HAMAZ Boualem	Département de Démographie Université d'ORAN
KADDOUR BENABBAD Kada	CRASC
TABET AOUEL Mahi	Association pour la Recherche sur le Climat et l'Environnement (ARCE)